

Mercredi 12 décembre 2018

NANCY > Education

Le lycée 4.0 a-t-il fait ses preuves dans la région ?

Plus un livre, plus un cahier, tel est l'avenir des lycéens, en tout cas inscrit dans le plan Lycée 4.0. Un projet en phase d'expérimentation, qui a vu une cinquantaine d'établissements demander à ses élèves en 2017 de tous s'équiper d'un ordinateur. Et 50 autres établissements ont suivi à la rentrée 2018.

Écologiquement, une schizophrénie

L'ordinateur est un objet à fort impact sur l'environnement, c'est désormais chose actée. « Or, parallèlement au plan lycée 4.0, la région avait initié le plan lycée en transition », rappelle Mme Didry. « D'un côté il faut étudier l'impact environnemental de chaque décision liée à nos lycées, et de l'autre on pousse des milliers d'élèves à ouvrir par courrier auprès de

s'équiper d'un ordi. Dont on sait qu'il ne dure guère plus de 4-5 ans. Il y a là une sorte de schizophrénie incompréhensible. »

Écologiquement, une schizophrénie

Fréquenter un ordi tout au long d'une journée d'études n'est pas sans conséquences sur la santé des usagers. « Les ophtalmologues constatent une très forte augmentation de la myopie chez les moins de 20 ans, du fait d'un usage trop soutenu des écrans. Et les ergothérapeutes signalent qu'à minima, il faudrait un écran à hauteur d'yeux, ce que ne permettent pas les portables, pourtant prescrits par le régime. »

Sociallement inéquitable

Les élèves ont le choix. Soit recourir à leur propre matériel. « Et alors surgissent des problèmes d'incompatibilité. » Soit ils achètent l'un des trois produits proposés par la région, dans des gammes très différentes, selon les moyens des familles. « Ce qui va forcément créer des disparités entre les élèves. »

L'Education nationale évaluera

« Les questionnements sont tout à fait légitimes », reconnaît Christinne Guilleminy, vice-présidente régionale en charge des lycées. « Et on ne forcera pas les lycées qui ne sont pas volontaires. Beaucoup le sont cependant, 62 lycées sont entrés dans la deuxième vague, or il y avait 85 volontaires. » Pour un plan qui fait du Grand Est une région test. « En parfait partenariat avec l'Education nationale, seule responsable de l'évaluation pédagogique du tout-numérique. Et sur ce point, nous aussi sommes en attente. »

Et sur le point des inégalités sociales induites ? « Chaque lycée dispose d'un fonds social, alimenté par la région, qui peut aider à financer jusqu'à 100 % du matériel parfois. » Quant à la disparité des trois appareils prescrits, « c'est un sujet sur lequel on réfléchit encore ». Mais sa conviction reste entière : « Il faut être conscient de la très grande évolution de la société. Il est de notre ressort de préparer les jeunes au bon usage du monde numérique, sinon ce sont les GAFA qui les prendront seuls en main, à notre place. »



Des questions se posent quant à l'impact sur la santé d'une journée d'études passée sur un ordinateur. Dessin Philippe DELESTRE

que font certains élèves. » Qui en profitent pour jouer ou surfer sur internet. « En outre il est prouvé que la prise de note sur clavier freine la mémorisation. » Et que la concentration générale en pâtit lourdement.

« Nous ne demandons qu'à entendre les arguments favorables », assure Manon Didry. Mais ils ont intérêt à être rudement convaincants...

Pédagogiquement contre-productif

Pas de retour d'expérimentation, mais déjà de gros doutes. En tout cas pour les signataires. « Parmi les collègues qui l'ont expérimenté et ont témoigné auprès de nous, aucun n'est convaincu. Ils perdent notamment tout contrôle sur ce

Moralement discutable

Tous les ordinateurs seront équipés par Microsoft. « Ce partenariat entre l'Education nationale et une grande multinationale nous laisse

très circonspects. C'est comme si on laissait entrer Mac Do dans nos cantines. »

Moralement discutable

« Les questionnements sont tout à fait légitimes », reconnaît Christinne Guilleminy, vice-présidente régionale en charge des lycées. « Et on ne forcera pas les lycées qui ne sont pas volontaires. Beaucoup le sont cependant, 62 lycées sont entrés dans la deuxième vague, or il y avait 85 volontaires. » Pour un plan qui fait du Grand Est une région test. « En parfait partenariat avec l'Education nationale, seule responsable de l'évaluation pédagogique du tout-numérique. Et sur ce point, nous aussi sommes en attente. »

Et sur le point des inégalités sociales induites ? « Chaque lycée dispose d'un fonds social, alimenté par la région, qui peut aider à financer jusqu'à 100 % du matériel parfois. » Quant à la disparité des trois appareils prescrits, « c'est un sujet sur lequel on réfléchit encore ». Mais sa conviction reste entière : « Il faut être conscient de la très grande évolution de la société. Il est de notre ressort de préparer les jeunes au bon usage du monde numérique, sinon ce sont les GAFA qui les prendront seuls en main, à notre place. »

Lysiane GANDOUSSIE